

N°1250

du 23
JUIL 2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Inspiré des modèles français, congolais et camerounais

Le Togo a désormais un guide pour pallier les infractions forestières

P.2 Pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD)

Des organisations de la Société civile mises à contribution par la FAO contre la faim et l'insécurité alimentaire

P.6 Ayant porté 819 enfants, avec le soutien de deux communautés

SOS Villages d'Enfants en évaluation à Atakpamé sur l'horizon 2020

P.3 **Des récriminations contre le Haut Conseil des Togolais de l'Etranger**

La diaspora doit mieux s'organiser

** Le dépôt de candidatures pour les postes de délégués et les inscriptions pour le vote sont ouverts depuis le 15 juillet*

P.6 Sur une partie du financement de la KfW et de l'AFD

105,2 km de pistes rurales à réhabiliter dans les Savanes et la Kara

P.4 Echos de la diaspora

Le Togolais Martial GOEH-AKUE reconduit pour deux ans à la tête de l'association des banquiers du Burkina Faso

P.4 Selon sa nouvelle Directrice des opérations pour le Togo rassure

La Banque mondiale a un portefeuille d'activités de 400 millions de dollars pour le PND

** De son côté, le Groupe Mitsubishi fournira des services électriques dès cette année 2019.*



Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et des Togolais de l'Extérieur

P.3 HCRRUN / Processus de réconciliation nationale

Le début de la fin de l'indemnisation des victimes de 2005

AZIMUTS INFOS

Maladies auto-immunes

Une maladie auto-immune est une pathologie due à une action anormale du système immunitaire : les cellules (lymphocytes) ou les substances de défense (anticorps) s'attaquent sans raison à certains organes comme s'il s'agissait de corps étrangers. La réaction immunitaire est dirigée contre des auto-antigènes, des antigènes du Soi. Les anticorps qui réagissent contre ces molécules sont des auto-anticorps. Les cellules qui portent des récepteurs pour les auto-antigènes sont dites autoréactives.

Normalement, au cours du développement du système immunitaire, les cellules T autoréactives sont éliminées dans le thymus ou «anergisées». Une hypothèse pour expliquer l'auto-immunité est qu'un antigène exogène ait une réactivité croisée avec un auto-antigène, déclenchant une réaction. Les maladies auto-immunes correspondent à une rupture de la tolérance au Soi. D'après l'Inserm, 5 à 8 % de la population est touchée par une maladie auto-immune et 80 % des patients sont des femmes, ce qui suggère un rôle des hormones. L'hérédité et des facteurs environnementaux (virus...) sont associés au risque de maladies auto-immunes.

Exemples de maladies auto-immunes

Parmi les maladies auto-immunes, citons :

- Le diabète de type 1 ou diabète insulino-dépendant : des anticorps sont dirigés contre les cellules bêta des îlots de Langerhans du pancréas qui produisent l'insuline. Les patients doivent se faire des injections d'insuline pour éviter l'hyperglycémie.

- La sclérose en plaques : le système immunitaire s'attaque aux cellules fabriquant la gaine de myéline qui entoure les axones des neurones.

- La polyarthrite rhumatoïde, une maladie inflammatoire qui conduit à la déformation et à la destruction des articulations.

- La thyroïdite de Hashimoto dans laquelle des anticorps peuvent être dirigés contre la thyroglobuline. Les patients doivent suivre une hormonothérapie pour remplacer les hormones absentes.

- Le lupus érythémateux disséminé qui touche différents organes du corps : les anticorps ciblent des éléments présents dans le noyau des cellules.

- Le vitiligo, lié à la destruction de mélanocytes de la peau.

La recharge par induction endommage les smartphones

Bien pratique, la recharge sans fil par induction entraîne malgré tout une surchauffe dommageable pour la durée de vie de la batterie, d'autant plus grande lorsque le téléphone et la base ne sont pas parfaitement alignés.

De nombreux modèles de téléphone permettent désormais de recharger la batterie par induction. Ce système offre l'avantage de se passer de câble en le déposant sur une base équipée d'une bobine en cuivre produisant un champ magnétique qui alimente la batterie par induction. Une solution pratique, mais qui génère une surchauffe très dommageable pour le téléphone, ce que viennent de montrer des chercheurs de l'université de Warwick au Royaume-Uni. Dans une étude publiée le 17 avril dans la revue ACS Energy Letters, ces derniers ont mesuré à l'aide d'une caméra thermique la surchauffe générée dans un iPhone 8 par une recharge par induction.

Recharge par induction : 5 degrés en plus

Pour une recharge filaire conventionnelle, la température atteint un maximum de 27°C lors d'un cycle de recharge de trois heures. Une recharge par induction fait grimper la température à 33 °C au bout de 10 minutes à peine. La surchauffe est encore pire lorsque le téléphone est mal positionné sur la base, c'est-à-dire que l'antenne du téléphone et de la base ne sont pas parfaitement alignés. Pour compenser la perte de champ magnétique, le transmetteur augmente sa puissance et sa tension, ce qui génère un pic de chaleur encore supérieur (35,3 °C) et qui persiste plus longtemps (125 minutes contre 55 minutes).

La surchauffe est empirée par le fait que le téléphone et la base sont en contact, l'un transmettant la chaleur à l'autre par conduction et convection thermique, ajoutent les chercheurs. Ils conseillent de privilégier la recharge filaire classique si l'on veut prolonger la durée de vie de son smartphone. Retirez également le téléphone de sa coque lors de la recharge pour favoriser la dissipation de chaleur et évitez de vous en servir en même temps.

Un spectacle en live de Santrinos Raphaël ce 27 juillet

Après le spectacle de théâtre Ekaturu 1 ce 19 janvier, avant la fermeture pour raisons de vacances, la scène de l'IFT accueillera, ce 27 juillet, le togolais Santrinos Raphaël. Il est le nouveau visage du R'n'b - pop aux couleurs togolaises. En 2018, il a sorti son album "crois en moi" plébiscité par tous les critiques et qui lui a valu huit distinctions honorifiques et trophées. Les rythmes et les compositions de Santrinos Raphaël puisent leurs racines dans ses expériences de vie personnelles et de faits divers de société. Que ce soit en Ewé ou en français, il sait parler autant aux jeunes qui le voient en modèle ainsi qu'aux parents !



On viendra donc découvrir et savourer ses plus belles chansons d'amour lors d'une soirée d'exception dans les magnifiques jardins de l'Institut Français du Togo

27 JUIL. / 20H00 | JARDINS DE L'IFT | ENTRÉE : 10.000 FCFA POUR DEUX PERSONNES - LOMÉ

Concert à l'IFT

Nécrologie

Disparition de la philosophe hongroise Agnes Heller

La philosophe hongroise, figure de la scène intellectuelle engagée ces dernières années contre la politique du premier ministre Viktor Orban, est décédée vendredi à 90 ans.

Née le 12 mai 1929 à Budapest, elle avait été l'élève d'un des principaux penseurs hongrois du XXe siècle, le philosophe marxiste Georg Lukacs (1885-1971). Agnès Heller était elle-même devenue une des principales animatrices de "l'école de Budapest", courant critique du socialisme hongrois qui s'est développé après l'insurrection de 1956 dans la capitale hongroise écrasée par les troupes soviétiques. Considérée comme dissidente, pourchassée par le régime communiste dans les années 1970, cette fille d'une famille juive, dont le père est mort déporté à Auschwitz, s'exila pour enseigner en Australie et à New York où elle occupa la chaire d'Hannah Arendt.

Rentrée en Hongrie dans les années 2000, cette petite femme aux cheveux courts était devenue une figure de l'opposition intellectuelle au pouvoir du national-conservateur Viktor Orban dont le gouvernement a multiplié les campagnes de dénigrement à son encontre. Elle avait donné de nombreuses interviews à la presse internationale pour témoigner de son inquiétude face à ce qu'elle qualifiait de régression des libertés démocratiques en Hongrie. Au pouvoir depuis 2010, Viktor Orban a été maintes fois critiqué à l'étranger pour ses réformes accusées de remettre en cause l'équilibre des pouvoirs dans son pays.



Orban a été maintes fois critiqué à l'étranger pour ses réformes accusées de remettre en cause l'équilibre des pouvoirs dans son pays.

Bibliothèque

Confisqué à la mafia, un navire de passeurs devient un bateau-bibliothèque

Le navire se nomme Kalimchè, un bateau à voile qui fut confisqué à la criminalité organisée des Pouilles, la Sacra Corona Unita. Après une année passée dans le port d'Otrante (Italie), il a été restauré par huit mineurs, dans le cadre de leurs travaux d'intérêt général, sortant de la prison où ils étaient détenus. Et désormais, Kalimchè sert de bibliothèque pour tous.

Le projet nommé Il Cantiere d'Amare (Le chantier d'amour) a été mis en place par l'association de promotion sociale



Marcobaleno, située à Bari. Elle a obtenu le prix de l'édition 2018 du concours Orizzonti solidali (Horizons solidaires), soutenu

par la Fondation Megamark. Grâce à une subvention de 90.000 €, accordée par le ministère de la Justice, cette mue de

Kalimchè a été permise dans le cadre d'une réhabilitation des jeunes en situation difficile.

En collaboration avec les associations Libera de don Luigi Ciotti et Marcobaleno située à Bari la mission est d'offrir une seconde chance à des mineurs condamnés pour différents larcins. Politiquement, cet aménagement du navire visait également à démontrer que les partenariats publics-privés peuvent déboucher sur de grandes réalisations.

Angleterre

Un vandale littéraire s'amuse à déchirer les livres d'une librairie caritative

Surnommé le "Book Ripper", le vandale sévit depuis quelques mois dans la ville balnéaire de Herne Bay (comté du Kent en Angleterre), dans une bibliothèque locale et une librairie sur Mortimer Street. La personne s'amuse à déchirer horizontalement les pages des livres, puis à les remettre en rayon.

Une histoire qui pourrait faire sourire, mais les établissements visés

- une bibliothèque locale et une librairie caritative - n'apprécient guère la plaisanterie. Surtout pour la librairie, qui reverse ses recettes à Demelza Hospice Care for Children, une œuvre de bienfaisance qui prend en charge les enfants atteints de maladies graves ou mortelles.

Dans un premier temps, les établissements victimes du Book Ripper pensaient à une mauvaise farce

ou à des enfants peut-être négligents. Mais récemment, les ouvrages déchirés se sont multipliés. Le gérant de la librairie caritative, Nick Rogers a déclaré au Kent Online "au cours des deux derniers mois, nous en avons trouvé environ 10 ou 15 par semaine. Ils peuvent valoir jusqu'à 3 £".

Il estime qu'une centaine de livres vandalisés a été retirée de la

vente, ce qui représente une grande perte pour la boutique et l'organisation à qui elle redistribue ses revenus. Rogers précise : "c'est vraiment triste et décevant parce que nous dépendons totalement des gens qui les donnent [les livres] de bonne foi pour collecter des fonds : que quelqu'un les détruise semble si insensé".



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Réécipissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Des récriminations contre le Haut Conseil des Togolais de l'Étranger.

La diaspora doit mieux s'organiser

*** Le dépôt de candidatures pour les postes de délégués et les inscriptions pour le vote sont ouverts depuis le 15 juillet**

Eric J.

Aussitôt annoncé, aussitôt source de discorde. La mise sur pied du Haut Conseil des Togolais de l'étranger (HCTE) et la répartition des sièges qui faisait une part belle aux Togolais vivant sur le continent africain ne sont pas du goût de certains qui habitent en Europe et aux États-Unis.

Sur les 77 délégués devant composer ce haut conseil, le ministère des affaires étrangères, initiateur, réserve 45 places à la diaspora se trouvant dans les pays africains, 19 pour l'Europe, Asie-Océanie (7 représentants) et 6 pour la zone Amérique. Il est indiqué par exemple que les Togolais vivant au Nigeria, seront représentés par 4 délégués, ceux vivant en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Bénin, au Gabon, en France et aux États-Unis par 3 délégués par pays, suivi par l'Allemagne et le Burkina Faso (2 délégués par pays).

C'est la diaspora des Togolais en Belgique (DTB) qui a sonné la première salve, soutenue par quelques-uns du pays de l'oncle Sam. Cette structure trouve que l'initiative de la mise en place du HCTE est une pure distraction visant à diviser et manipuler la diaspora à des fins politiciennes. Elle s'interroge : « Pourquoi subitement et précipitamment, les autorités publiques togolaises ont-elles décidé de mettre en place un HCTE alors qu'elles ont toujours combattu cette diaspora en lui déniaient le droit d'être recensé, d'être éligible et de voter ? - Après avoir contraint à l'exil (politique et économique) des millions de Togolais, les autorités publiques togolaises peuvent-elles prétendre, avec sincérité et honnêteté, vouloir associer cette même diaspora à la modernisation du Togo où le droit de la diaspora semble être réduit à sa contribution au PIB (Produit intérieur brut) et assujéti à la promotion du PND (Programme national de développement) ? Connaissant les graves irrégularités qui ont toujours entaché les processus électoraux au Togo, l'absence de mécanisme de contrôle citoyen du processus de déclaration de candidature et d'élection des «délégués de la diaspora» n'enlève-t-elle pas toute garantie de transparence et de vérité aux résultats d'une consultation électronique conçue et conduite unilatéralement par le Ministère en charge des Togolais de l'extérieur ?

Pour parer à cela, la DTB a lancé un appel à la diaspora togolaise de par le monde à ne pas souscrire à la mise en place du HCTE afin d'éviter de livrer la diaspora à la division et aux manipulations politiciennes.

Face à la montée des invectives et les suspicions entourant son projet, le ministre des affaires étrangères s'explique et se défend.

Dans un communiqué Robert Dussey rappelle, d'abord, que la mise en place du HCTE s'inscrit dans la vision du Gouvernement, celle d'œuvrer au renforcement de la politique du Gouvernement à l'endroit



Robert Dussey, Ministre des Affaires Étrangères

de la diaspora togolaise. Cette initiative vise l'amélioration de la communication et des relations entre le Gouvernement et la diaspora.

Ensuite, que le Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur sera un organe consultatif de statut associatif, non partisan, non discriminatoire et à but non lucratif. Il ne sera affilié à aucune obédience confessionnelle, philosophique ou politique. En outre, le projet du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur vise, entre autres, à rassembler tous les ressortissants togolais résidant à l'étranger sans distinction d'origine régionale, ethnique, religieuse, sociale, de sexe et de profession ou d'opinion ; à promouvoir partout la défense de leurs droits et intérêts ; à favoriser et à valoriser la contribution des Togolais de l'extérieur dans tous les aspects du développement économique, environnemental, social et culturel ; à assurer la participation active de la diaspora aux affaires publiques du Togo et à apporter les secours nécessaires aux Togolais de l'extérieur en situation difficile.

Enfin, que les membres de la Commission Electorale Indépendante du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (CEI-HCTE) ont été identifiés par appel à candidature daté du 08 juillet 2019 ;

« Il n'est nullement question d'utiliser les données personnelles des Togolais de l'extérieur à des fins quelconques ; les procédures prévues dans le processus électoral du HCTE visent à s'assurer de la nationalité togolaise des électeurs et des candidats aux postes de Délégués Pays du HCTE », fait savoir Robert Dussey.

Le ministre précise que l'idée de la mise sur pied de ce Haut conseil des Togolais de l'étranger est aussi consécutive à l'apport de ces derniers à l'économie nationale (la DBT avance le chiffre de 8,5% du PIB). Sur ce plan ce sont les Togolais vivant dans les autres pays de l'Afrique qui contribuent plus affirme-t-on au ministère des affaires étrangères. Ceci expliquerait donc cela. Robert Dussey n'en veut pour preuve que les chiffres de la Banque Mondiale de 2015 et de 2017. D'ailleurs ils représentent les 2/3 de toute la diaspora.

« Dura veritas Sed veritas disent les latinistes. Après les chiffres de

2015, la Banque Mondiale confirme avec ceux de 2017. 402 Millions US \$ transférés au Togo par les compatriotes de la *#diaspora*. Au top 5, *#Ghana*, *#Nigeria*, *#France*,...*#Benin* » a tweeté le ministre des affaires étrangères. Les chiffres de la Banque Mondiale positionnent la Belgique en 10^e position suivie de la Suisse (11^e) et du Canada (13^e). Ceux des USA n'apparaissent qu'à la 15^e position.

Au vu de tout ce qui précède, il est clair que le pays a besoin de sa diaspora et vice-versa. Cependant, la forme soumise par le gouvernement constitue en réalité le début de quelque chose, même si elle ne résoudra pas, pour l'heure, la totalité des inquiétudes de nos compatriotes vivant à l'étranger. L'on peut tout reprocher au régime en place, de la conception à la mise en place du HCTE, mais il est indéniable que les associations togolaises existantes en dehors du territoire national sont plus politiques que tout et divisent drastiquement les Togolais de l'extérieur. On note une bipolarisation de la vie socio-politique de nos compatriotes à l'étranger au point de voir des familles entières se diviser, devenir des ennemies, pour des raisons politiques. N'est-il pas temps que les Togolais de l'étranger, malgré leur divergence politique, arrivent à se parler et a fortiori à s'impliquer dans la gestion de leur pays depuis l'étranger par des propositions concrètes et soutenues à travers une structure organisée et reconnue par les autorités compétentes ? En refoulant catégoriquement le HCTE, dès sa création, comment des voix discordantes pourraient-elles participer au développement du pays et au renforcement de l'Etat de droit et de démocratie tant ambitionné ? Au lieu de crier à la manipulation, il serait judicieux de réfléchir à s'organiser pour faire le poids au HCTE.

Aussi faut-il que le gouvernement tienne compte des questionnements légitimes de ses administrés vivant à l'étranger pour rendre efficace et viable cette structure qui apportera beaucoup au pays si toutes les garanties de fonctionnement démocratiques lui sont données.

Il est à rappeler que le dépôt de candidatures pour les postes de délégués et les inscriptions pour le vote sont ouverts depuis le 15 juillet.

HCRRUN / Processus de réconciliation nationale

Le début de la fin de l'indemnisation des victimes de 2005

Eric J.

Dans la mise en œuvre des recommandations de la CVJR, la phase des indemnisations est l'une des plus importantes attendues par les victimes. Débutées en Décembre 2017 avec les victimes vulnérables de 2005, suivies des non-vulnérables, le HCRRUN a l'ambition d'épuiser la liste de ceux dont les noms ont été répertoriés dans cette catégorie dans quelques mois.

Depuis ce lundi, les dernières victimes des événements politiques de 2005 de la région des Plateaux et de la région de la Kara sont convoquées aux affaires sociales d'Atakpamé et celle de Kara pour être servies. Celles des autres préfectures du pays suivront la semaine prochaine.

Pour ce dernier tour du Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) dans cette catégorie, il s'agit de l'indemnisation de celles dont les contacts téléphoniques dans la base de données de la CVJR sont inactifs et donc injoignables. Au HCRRUN, on fait savoir qu'ils avoisinent 1.500 personnes. Pour ce faire, les listes de ces victimes ont été affichées dans les préfectures concernées, disponibles sur le site web de l'institution, dans le quotidien national Togo-Presse et surtout diffusées sur les radios locales.

sées sur les radios locales.

Ainsi, du 22 au 27 juillet 2019, les victimes des préfectures de l'Otï, de la Kozah, de Dankpen, de la Keran, de la Binah, de Doufelgou, de Bassar et d'Assoli seront servies aux Affaires Sociales de Kara. Celles des préfectures d'Ogou, Wawa, Anié, Haho, Amou, Akebou, Est-Mono, et Moyen-Mono recevront leur dû à partir du 22 juillet jusqu'au 10 août 2019 aux Affaires Sociales d'Atakpamé. Du 29 juillet au 03 août 2019 à l'hôtel Central de Sokodé, le HCRRUN y déposera ses valises pour satisfaire les victimes des préfectures de Tchadoudjo et de Tchamba. La boucle sera bouclée du 05 au 10 Août 2019 dans les locaux de la préfecture de Sotouboua pour les victimes des préfectures de Sotouboua et de Blitta.

A la fin de ces ultimes étapes dans les régions du Togo, le HCRRUN va ainsi clôturer l'indemnisation des victimes de 2005. « Pour l'institution, il s'agit de pouvoir dire qu'elle a bouclé une période. Le nom des victimes qui ne seront pas retrouvées jusqu'à présent resteront dans la base de données et leur quota d'indemnisation réservés tant que le processus sera en cours », affirme-t-on au HCRRUN.

Avec les différentes dotations du



Mme Awa NANA DABOYA, Présidente du HCRRUN

gouvernement pour les différentes phases du processus de la justice transitionnelle au Togo, le HCRRUN peut se targuer d'avoir fait de son mieux. Sur les 22 000 victimes recensées, vulnérables et non vulnérables, il ne resterait qu'environ 5.000 personnes à satisfaire. Sur que les prochaines d'indemnisations qui suivront vont réduire considérablement ce nombre.

Il faut se rappeler que ce processus a été initié grâce à l'ensemble de la classe politique togolaise et surtout de la volonté du Président de la République de réaffirmer sa compassion à toutes celles et ceux dont les droits ont été violés pour des raisons politiques et leur faire recouvrer leur dignité en les exhortant à reprendre leur place dans la communauté nationale. Les témoignages des victimes réparées abondent aujourd'hui. Nous y reviendrons.

Pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD)

Des organisations de la Société civile mises à contribution par la FAO contre la faim et l'insécurité alimentaire

La Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs agricoles (CTOP), les ONG Autopromotion rurale pour un Développement Humain Durable (ADHD) et Action d'aide Humanitaire pour le Développement (AHD) ont signé, le vendredi 19 juillet à Lomé, des protocoles d'accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Bureau de sa Représentation au Togo, pour la fourniture des services d'appui aux communautés à la base, devant contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire, la malnutrition, et à protéger l'environnement.

Grâce à cette subvention de la FAO à hauteur de **57.721.300 FCFA**, précisent les Nations unies, la CTOP va œuvrer au renforcement des moyens d'existence des agriculteurs, membres des coopératives de producteurs forestiers et agricoles, et à la restauration du paysage forestier des régions Maritime, des Plateaux et Centrale au Togo. Spécifiquement, il s'agira de renforcer l'entrepreneuriat, l'accès aux marchés et aux instruments financiers, grâce à de nouvelles capacités permettant l'incubation d'entreprises au sein de douze (12) organisations de producteurs forestiers et agricoles togolaises (OPFA) retenues ; d'améliorer les mesures d'atténuation, d'adaptation et la résilience de ces douze (12) OPFA face au changement climatique à l'échelle des paysages, à travers l'engagement direct et l'intégration avec des démarches inclusives axées sur les moyens d'existence.

L'accord avec l'ONG ADHD, d'un montant de **7.666.490 FCFA**, contribuera au processus de dissémination du code foncier et domaniaux au Togo, dans le processus de mise en œuvre des Directives Volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Dans le souci de porter cette loi auprès des populations rurales, l'ADHD formera des formateurs à l'utilisation d'une «boîte d'images» (outil de vulgarisation de la loi qui est actuellement mis au point avec l'appui d'un autre partenaire – ILC), de manière à vulgariser les dispositions relatives aux terres rurales auprès des populations de certains villages pilotes.

Pour l'ONG AHD, il s'agira de sensibiliser les populations des villages de Kouènou, Djankassé, Kéta-Akoda et d'Agbantokopé sur les services écosystémiques, l'intérêt de la conservation de la biodiversité en général et des mangroves en parti-

culier, les avantages liés aux mangroves ainsi que sur les textes législatifs et réglementaires de protection de l'environnement à travers des canaux appropriés de communication ; d'élaborer un plan de gestion participative et de reboisement et/ou de mise en défens de la berge du Lac Togo partagée par les localités précitées des cantons d'Anyronkopé, de Togoville et de N'lessi, incluant les zones tampons et les portions à réserver pour les pêcheurs et le passage des bœufs ; et enfin mettre en terre 15.000 pieds de palétuviers sur une bande de 6 km (avec 5 m de largeur), les entretenir et proposer une approche durable de protection et de suivi des pieds des palétuviers mis en terre. Le montant de cette subvention s'élève à **8.000.000 FCFA**.

« Ces subventions sont octroyées à des acteurs ayant des domaines d'intervention diverses sur lesquels s'est engagée la FAO, entre autres, pour contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, rendre l'agriculture, la foresterie, la pêche plus productives et plus durables et améliorer les moyens d'existence face au changement climatique », souligne l'organisation onusienne.

Echos de la diaspora

Le Togolais Martial GOEH-AKUE reconduit pour deux ans à la tête de l'association des banquiers du Burkina Faso

L'Assemblée générale de l'Association professionnel des banques et établissements financiers du Burkina (APBEF-B) a eu lieu le 18 juillet 2019. A l'ordre du jour, figurait le renouvellement du Conseil Exécutif dont le mandat a pris fin le 7 juillet 2019.

Après le vote des banques, c'est M. Martial GOEH-AKUE, actuellement Directeur général de Orabank Burkina Faso qui a été reconduit à la tête de ce Conseil. A lui donc la charge de poursuivre la défense des intérêts des membres de l'APBEF-Burkina et de promouvoir la profession bancaire.

Dans cette interview accordée à L'Economiste du Faso, il revient sur ces chantiers réalisés et la tournure qu'il entend donnée à ce nouveau mandat.

L'Economiste du Faso :
Comment-avez-vous accueilli ce renouvellement de la confiance de vos pairs ?

Martial GOEH-AKUE, président de l'APBEF-B, DG de Orabank : Effectivement l'Assemblée générale de l'APBEF-B s'est tenue le 18 juillet 2019 au siège de l'APBEF-BF avec plusieurs points à l'ordre du jour notamment le renouvellement des membres du Conseil Exécutif.

A cet égard, notre mandat a été renouvelé pour deux ans. Pour nous et tous les membres du Conseil, c'est un devoir à poursuivre les actions engagées afin de consolider la position de l'APBEF-Burkina Faso sur l'échiquier national et sous-régional.

Comme vous le savez, notre association professionnelle s'est transformée en une organisation dynamique. Je voudrais saluer le travail qui a été fait par mes prédécesseurs, notamment le président Cheick Travaly à qui j'ai succédé en 2017 ainsi que les actions pertinentes initiées par le Comité Exécutif en toute collégialité avec les confrères Directeurs généraux et leurs collaborateurs.

Plusieurs chantiers majeurs ont été réalisés durant ce premier mandat notamment : le renforcement de la capacité opérationnelle de la Direction Exécutive de l'Association ; La redynamisation des commissions spécialisées ; l'accompagnement du passage Bale II/III et du Plan Comptable Bancaire ; l'organisation de la journée de l'Inclusion Financière et de la première journée dédiée à la monétique ; la finalisation et la signature de la convention collective du secteur bancaire ; le renforcement de la gouvernance au sein de l'APBEF-Burkina ; la signature d'une convention de partenariat avec le Centre de Formation de la Profession Bancaire à Nanterre en France ; le développement de la relation avec les partenaires.

Les banques du Burkina Faso sont engagées dans une rude épreuve de compétitivité. Elles font leur preuve et disposent d'atouts reconnus, tant dans les activités de financement que dans la banque de détail. Leur réussite est nécessaire à la croissance et à la création des emplois.

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que le secteur bancaire se porte bien ; stratégique et porteuse d'avenir, l'industrie bancaire distribue le carburant de l'économie du Burkina pour alimenter la croissance et favoriser l'emploi.

Les établissements de crédit installés au Burkina Faso sont conqui-



Martial GOEH-AKUE, président de l'APBEF-B, DG de Orabank-Burkina

rants pour garantir le financement de l'économie, l'innovation, mais aussi la formation professionnelle.

Si le monde est volatile, la vitesse à laquelle il évolue m'enthousiasme et me pousse, nous pousse à être toujours plus agiles et attentifs au monde qui nous entoure.

Nos établissements de crédit sont parés à faire face à l'avenir et à en tirer le meilleur pour la croissance économique du Burkina mais également au bénéfice de la société au sens large.

Aujourd'hui, aucune banque n'est à risque ?

Notre métier est un métier à risque. Aucune banque au Burkina Faso n'est sous sanction de la Commission Bancaire donc conséquemment aucune n'est à la marge de la réglementation bancaire. Je peux donc affirmer que sur les plans règlementaire et prudentiel, les banques du Burkina sont conformes. Effectivement, notre métier est un métier à risque, nous sommes les intermédiaires entre prêteurs et apporteurs de capitaux.

Nos banques ont montré sur la durée leur solidité et leur bonne solvabilité. Elles ont traversé bien de crises et constituent aujourd'hui un atout majeur de l'économie du Burkina Faso.

Quel est le chantier du mandat qui vous a le plus donné satisfaction ?

La négociation et la signature de la convention collective, au regard de son antériorité et vu ce que cela apporte à nos collaborateurs.

Le développement du capital humain est au cœur de la stratégie de nos établissements de crédit.

Ce chantier social a été pour nous un chantier très enrichissant, mais finalement nous avons pu le faire aboutir avec la contribution appréciable des syndicales.

Le nouveau mandat du Conseil Exécutif sera consacré au renforcement du service aux membres, au développement du partenariat et à la mise en place d'un centre

de formation dédié au secteur bancaire et financier.

Quels sont les chantiers majeurs à venir ?

Pour cette année, nous avons la seconde journée Banque et Justice en préparation. Elle aura lieu courant septembre, il y a également la concertation avec les autorités monétaires mais également avec la tutelle à savoir le ministère de l'Economie et des finances. Nous avons en projet de faire avant la fin de l'année, la 2nd journée de la finance inclusive qui va réunir les banques, les assurances, le secteur de la microfinance, mais également celui des compagnies de téléphonie.

Pour se développer, les entreprises bancaires et financières ont besoin, d'un environnement favorable ainsi que de l'accompagnement des pouvoirs publics. L'activité bancaire étant au cœur de l'économie, le développement économique du Burkina Faso est intimement liée à la performance de son secteur bancaire.

Source: L'Economiste du Faso
(Interview réalisé par FW et NK)

Selon sa nouvelle Directrice des opérations pour le Togo rassure La Banque mondiale a un portefeuille d'activités de 400 millions de dollars pour le PND

* De son côté, le Groupe Mitsubishi fournira des services électriques dès cette année 2019.

Late Pater

L'ambitieux plan national de développement (PND), adopté sous la surveillance du président Faure Gnassingbé, continue de susciter de l'espoir. Au regard des adhésions des partenaires du Togo. La dernière bonne nouvelle rassurante vient de la Banque mondiale. En remplacement de Pierre Laporte, qui est arrivé en fin de mission, la nouvelle Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Mme Coralie Gevers, est à sa première visite au Togo. Le 20 juillet 2019, avec une délégation du groupe de la Banque mondiale, elle a été reçue par le Premier ministre Komi Selom Klassou.

Selon le compte rendu officiel, les échanges ont particulièrement porté sur l'appui de l'institution de Bretton Woods à la mise en œuvre du plan national de développement 2018-2022. Un plan qui nécessite d'importantes ressources pour être réalisé. A l'occasion, le Premier ministre ne pouvait pas ne pas expliquer à la nouvelle Directrice des opérations les trois axes stratégiques du PND et surtout les attentes du Togo vis-à-vis de la Banque mondiale.

«Je réalisais ma première visite officielle et c'était la première rencontre officielle avec M. le Premier ministre et nous avons eu une bonne discussion où il m'a vraiment expliqué la vision et la perspective du gouvernement, en particulier les trois grands axes du PND qui cherchent, dans son premier axe, à avoir une bonne gestion économique et une croissance axée sur l'amélioration du climat des affaires et le soutien à l'entrepreneuriat. Le deuxième est focalisé sur la transformation agricole et la transformation de pôles de transformation agricole et le troisième axe est plus focalisé sur l'inclusion économique et sociale, cherchant à soutenir un meilleur accès à des services de soins de qualité et à des services



Mme Coralie Gevers, Directrice des opérations de la Banque mondiale

d'éducation», a déclaré Mme Coralie Gevers. Avant de répondre à la sollicitation des autorités togolaises : «nous avons aussi parlé de l'appui du groupe de la Banque mondiale à ce PND. L'appui de la Banque mondiale se remarque surtout dans le premier et le troisième axe. À ce jour, nous avons un portefeuille d'activités de près de 400 millions de dollars en soutien au PND et je voulais assurer M. le Premier ministre de la continuité de l'engagement de la Banque mondiale». Elle a tenu à rassurer de l'engagement de la Banque à poursuivre son soutien au Togo pour son développement. «Nous veillerons aussi pour soutenir le développement du secteur privé, nous avons aussi une branche du groupe de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), qui soutient l'investissement et le financement pour le secteur privé et nous comptons bien utiliser tous les outils et instruments de financement à notre disposition pour soutenir le développement du pays», a-t-elle conclu.

A noter que l'audience était élargie à d'autres personnalités notamment, la Représentante-Résidente de la Banque mondiale au Togo, Mme Awa Cissé Wagué, la ministre de la Planification du développement et de la coopération, Mme Demba Tigokpa, et le Directeur de cabinet du Premier ministre, Pré

Simféitchéou.

Quarante-heures après, le PND reçoit le soutien du Groupe Mitsubishi. Chez le locataire de la Primature, hier 22 juillet 2019, le Responsable Afrique de Mitsubishi Corporation, M. Yas Doida, réitère que l'entreprise japonaise s'engage au Togo avec la fourniture de services électriques de qualité aux populations, surtout rurales, à travers des solutions «Off-Grid» (hors-réseau). Mitsubishi Corporation dispose d'un système efficace de kits solaires pour l'éclairage public et pour les ménages. «On a surtout discuté de l'énergie de ce pays. Aujourd'hui, je pense que plus de 40% de la population ont accès à l'électricité. Le gouvernement dit qu'il veut augmenter le taux vers 100% d'ici 2030. Nous, en tant que société japonaise, nous voulons aider le pays pour que tout le peuple togolais ait accès à l'électricité. Il y a plusieurs projets de «Off-Grid», on peut avoir des trucs un peu plus petits et avoir de l'énergie efficace. Je pense que c'est le moyen qu'il faut pour pouvoir illuminer le pays. Le Premier ministre est très intéressé de la proposition et nous sommes également très fiers de participer pour éclairer le pays. Ça va commencer cette année déjà avec notre partenariat et je pense que ça sera du long terme», a déclaré M. Yas Doida.

Inspiré des modèles français, congolais et camerounais

Le Togo a désormais un guide pour pallier les infractions forestières

Dans le cadre de la gouvernance forestière, le Togo dispose de textes comme le code forestier et la loi-cadre sur la criminalité environnementale. Mais à l'application, un déficit est constaté. D'où l'exigence d'un renforcement du cadre réglementaire en matière de gestion des infractions. Aussi le ministère de l'Environnement, du développement durable et de la protection de la nature vient-il de valider un guide d'évaluation des préjudices et de calcul de dommages et intérêts en matière d'infractions forestières. Objectif : mettre sur pied une nouvelle procédure de

gestion des contentieux qui respecte les standards nationaux en matière d'infractions forestières. Autrement, fournir au ministère et aux acteurs impliqués dans les procédures, des critères et méthodes dans la détermination des dommages liés à la commission des infractions et l'évaluation des préjudices afférant, au titre de la constitution de partie civile lors des procès des auteurs. L'atelier technique de validation a réuni les magistrats, les cadres dudit ministère le 17 juillet 2019 à Lomé, sur un financement du gouvernement togolais à travers le Fonds national de dévelop-

pement forestier (FNDF).

Au ministère, on ajoute que le but de la manœuvre est de permettre aux agents forestiers de comprendre toutes les décisions et actes qu'ils auront à prendre dans l'application des textes forestiers, de servir de répertoire aux principales infractions ainsi que les bonnes conduites à tenir face aux procédures prescrites, de rappeler les procédures standards relatives à l'exercice de la police judiciaire. Et selon les explications du consultant recruté, Dr Tchakéi Essowavana, le barème de calcul des dommages proposé per-

mettra aux agents forestiers et aux magistrats de pouvoir transiger. Il ajoute que le guide s'est inspiré des modèles de la France, de la République Démocratique du Congo et du Cameroun.

Pour bien faire les choses jusqu'au bout, c'est-à-dire appliquer véritablement le document validé, les participants à l'atelier ont recommandé, entre autres, de renforcer les capacités du système actuel, d'adopter les textes d'application dans les plus brefs délais, de faire un suivi des affaires engagées en justice, etc.

FOOTBALL/ COMPETITIONS INTERCLUBS 2019-2020

Les affiches du tour préliminaire sont connues

Moins de deux mois après le sacre du Zamalek en finale contre la RS Berkane, la Confédération africaine de football (CAF) a publié dimanche les résultats du tirage au sort du tour préliminaire de l'édition 2019/20 de ses compétitions interclubs.

Hervé A.

En ligue des Champions, pour son retour en C1 après 4 ans d'absence, le Raja Casablanca a été relativement épargné en héritant des Gambiens de Brikama United. Idem pour l'AS Vita Club qui partira nettement favorite face aux Camerounais de l'UMS de Loum et pour l'USM Alger contre les Nigériens de l'AS Sonidep.

En revanche, d'autres commenceront d'entrée par des affiches plus relevées sur le papier, à l'image de Stade Malien-Horoya, de JS Kabylie-Al Merreikh ou encore de Haa-Etoile du Sahel.

Notons qu'on ne connaît pas encore l'identité des deux représentants égyptiens (le championnat n'est pas encore terminé) et que l'Espérance Tunis, le TP Mazembe et le Wydad Casablanca sont exempts de tour préliminaire. Il y aura ensuite encore un tour au programme avant la phase de groupes.

Le club ASCK champion du



Togo croisera au premier tour des préliminaires de la ligue des champions, les Buffles du Borgou. En cas de qualification, l'ASCK défilera au second tour des préliminaires, le vainqueur du match entre l'USM de Loum et l'As Vita Club de RDC en septembre 2019.

En Coupe de la Confédération, pas moins de 11 équipes sont exemptes de ce tour dont la RS Berkane, le CS Sfaxien, le Djoliba, le Hassania Agadir et un club égyptien qui sera connu dans quelques

jours au terme du championnat (possiblement le tenant du titre, le Zamalek, qui a toutefois plus de chances de se qualifier pour la Ligue des champions).

On notera les aches entre les Algériens de Paradou et les Guinéens du CI Kamsar, entre les

Algériens du CR Belouizdad et les Tchadiens de l'AS Coton Tchad ou encore entre l'Étoile du Congo et le deuxième représentant égyptien à définir.

Les Congolais de l'AS Maniema Union affronteront les Gabonais de l'AS Pélican, tandis que ceux du DC Motema Pembe affronteront les Camerounais du Stade Renard de Melong.

Maranatha le vice-champion affronte LISCR Libéria.

Matches aller entre le 9 et le 11 août, retour du 23 au 25 août. Deux tours seront ensuite encore au programme avant la phase de groupes.

Klopp fixe la date de reprise de Mané

"Je ne veux pas avoir l'air d'un rôle, mais la saison de Sadio Mané se termine ce vendredi. Elle aura duré treize mois. Avez-vous déjà entendu parler d'une année de treize mois ?" En début de semaine dernière, l'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, pestait après la saison à rallonge de Sadio Mané, qui s'est achevée vendredi par la défaite en finale de la CAN 2019 face à l'Algérie (0-1).

Présent en conférence de presse suite à la défaite face au FC Séville (1-2) la nuit dernière en match amical, le technicien a annoncé qu'il a accordé une quinzaine de jours de vacances au Sénégalais. "Il se porte bien. Evidemment, il y a eu une fête au Sénégal et je m'en réjouis car cela montre qu'ils ont vu la deuxième place comme un succès, ce qui est bien. Il est maintenant en vacances, pas pour très longtemps. Il sera de retour le 5 août, après le match contre Manchester City (le Community Shield, ndlr). Ça veut dire qu'il a deux semaines", a indiqué l'Allemand, qui espère ensuite rapidement pouvoir utiliser Mané. "Il restera quatre ou cinq jours pour se préparer pour Norwich (1 journée de Premier League, le 9 août), et 10 jours pour Chelsea (Supercoupe de l'UEFA, le 14 août)", a-t-il poursuivi. D'ici-là, le Lion tentera d'évacuer la déception de cette défaite en finale...

David de Gea fait sauter la banque !

David De Gea devrait bien rester à Manchester United quelques années de plus. Pour le convaincre, les Red Devils lui ont offert un véritable pont d'or.

Manchester United a beaucoup de choses à gérer cet été. Les Red Devils ont fait signer Aaron Wan-Bissaka et Daniel James mais ce n'est pas vraiment là que les problèmes se situent. En effet, les pensionnaires d'Old Trafford doivent gérer les états d'âme de Romelu Lukaku, qui veut s'en aller vers l'Inter Milan, et ceux de Paul Pogba, qui veut quitter le navire et soit rejoindre le Real Madrid soit retrouver la Juventus Turin, qu'il a connue avant d'arriver à MU.

Forcément, cela laisse peu de place aux autres mouvements même s'ils sont entrés dans la course à la signature de Nicolas Pépé, le Lillois. Dès lors, on travaille, à Manchester, sur les prolongations de contrat. Les négociations pour les baux de Marcus Rashford et d'Andreas Pereira ont déjà abouti et David de Gea, le portier international espagnol, annoncé sur le départ quasiment chaque été, est en passe de prolonger l'aventure dans la formation d'Ole Gunnar Solskjær.

Et pour cela, les dirigeants anglais ont mis les petits plats dans les grands puisque le portier devrait devenir l'ultime rempart le mieux payé de la planète. Selon les informations du Times, l'international espagnol est sur le point de signer une prolongation de contrat de six années. Le coût de ce contrat avoisinerait les 117 millions de livres (soit 130 millions d'euros). Il toucherait donc la bagatelle d'environ 21,6 M€ par an jusqu'à la fin de ce nouveau bail. Une bien belle opération financière donc !

Le Barça veut prolonger Lionel Messi !

Après l'arrivée d'Antoine Griezmann, le Barça travaille désormais au dossier Neymar, tentant de savoir quels éléments il pourrait éventuellement mettre dans la balance (le Croate Ivan Rakitic a encore dit non). Mais ce n'est pas tout. La direction blaugrana est également sur un autre dossier, au long cours.

ESPN révèle en effet que les pensionnaires du Camp Nou seraient sur le point d'ouvrir les négociations avec le clan Lionel Messi pour une prolongation de contrat. Lié aux Azulgranas jusqu'en juin 2021, l'Argentin dispose d'une option pour une année supplémentaire, jusqu'en juin 2022. Josep Maria Bartomeu envisage un tout nouveau bail.

Le président du club catalan espère convaincre son n° 10 de signer un nouveau contrat jusqu'en juin 2023. Ce 10e bail de sa carrière au Barça l'emmènerait ainsi jusqu'à ses 36 ans. Le montant de sa clause libératoire est passé, au gré de ses renégociations, de 150 à 700 M€ et il pourrait encore augmenter dans ce nouveau contrat, pour remettre la Pulga en tête du classement (celle d'Antoine Griezmann s'élève à 800 M€).

CAN 2019

La CAF a dévoilé le onze type de la compétition

La Confédération africaine de football a rendu public dimanche son XI type de la CAN 2019. Sans surprise, il est dominé par des joueurs sénégalais et algériens finalistes de la compétition mais la Tunisie et le Nigeria sont aussi à l'honneur.

Battue (0-1) en finale de la CAN 2019 par l'Algérie, l'équipe du Sénégal a placé cinq joueurs dans l'équipe type de la compétition mise en place par la Commission technique de la Confédération africaine de football (CAF).

En défense, les experts de la CAF ont sélectionné Lamine Gassama, Youssouf Sabaly et Kalidou Koulibaly, pourtant suspendu en finale pour cumul de cartons. Le milieu de terrain Idrissa Gueye et l'attaquant star des Lions, Sadio Mané complète ce contingent.

L'Algérie vainqueurs de la CAN vient en deuxième position avec quatre joueurs dans ce onze type dont leur gardien Raïs M'Bolhi, les milieux de terrain Ismaël Bennacer, élu joueur du tournoi, et Adlène Guedioura ainsi que le capitaine des Fennecs, auteur du coup franc de la qualification contre le Nigeria en demi-finale, Riyad Mahrez.

Un Tunisien et un Nigérien viennent compléter cette équipe. Yassine Meriah a été désigné pour former la charnière centrale aux côtés de Kalidou Koulibaly et Odion Ighalo, l'avant-centre des Super Eagles et meilleur buteur de la compétition avec cinq buts, a été choisi pour occuper la pointe de l'attaque. Pour finir la CAF a désigné le sélectionneur des Fennecs Djamel Belmadi pour encadrer cette équipe type de la compétition.



JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Les grandes manœuvres n'ont pas encore commencé en République démocratique du Congo, choisie comme pays-hôte des Jeux de la Francophonie 2021 en remplacement du Nouveau-Brunswick.

Mais le gouvernement de la RDC s'est lancé dans un état des lieux des sites de compétition et des éventuels travaux à y réaliser. Pour preuve la récente visite du Premier ministre, Bruno Tshibala, à la Foire internationale

de Kinshasa (FIKIN), où devaient se dérouler plusieurs com-

pétitions.

"Je suis venu me rendre

compte personnellement de l'état dans lequel se trouve la FIKIN et

La RDC fait le point sur les travaux



avoir une idée de ce qu'il va falloir faire pour non seulement sa réhabilitation, mais aussi, sa modernisation totale", a-t-il expliqué au terme de son tour du propriétaire.

Pour Bruno Tshibala, l'organisation de l'événement francophone en seulement deux ans se présente comme un "challenge difficile mais pas impossible." Le Premier ministre de la RDC compte beaucoup sur la participation financière de la France et

des autres pays membres de l'OIF. "La RDC ne va pas faire cavalier seul, assure-t-il.

La contribution de 88 pays membres de la Francophonie et de la France pour la réussite totale de ces Jeux n'est pas exclue." En attendant, le gouvernement congolais devra rapidement mettre en place un comité d'organisation. Mais selon les médias locaux, il ne devrait pas être constitué avant la mi-septembre.

Sur une partie du financement de la KfW et de l'AFD

105,2 km de pistes rurales à réhabiliter dans les Savanes et la Kara

Les entreprises choisies pour réaliser les travaux seront connues à la suite de l'avis à manifestation internationale qui sera forclo le 13 août 2019 à 8 heures 30 minutes T.U. au plus tard. Le financement est assuré par une partie des sommes accordées par la KfW et l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du Projet «Programme d'Appui aux Pistes Rurales (PAPR)», précise le document signé par la ministre des Infrastructures et des transports, Mme Zouréhatou Tcha-Kondo épouse Kassah-Traoré. Les travaux prévus sont regroupés en un lot subdivisé en quatre sous-lots indépendants et distincts.

Dans la préfecture de l'Oti-Nord/Oti-Sud, sur le PC43 tronçon Ayikpere-Nandiki-Koumougou long de 26,50 km, les travaux consistent en 13 dalots cadres, 750 mètres linéaires (ml) de murets latéraux, 9.352,92 m³ de remblai pour corps de chaussée, 9.178 m³ de remblai d'accès aux ouvrages d'art et de drainage et 20.937 m³ de rechargement de chaussée (épaisseur 15 cm), et doivent être réalisés en 12 mois. A Oti-Sud, sur le PC51 tronçon Mogou Centre-Gbeti-Bapore-Tontondi long de 26,50 km, 14 dalots cadres, 290 ml de murets latéraux, 10.051,66 m³ de remblai pour corps de chaussée, 14.077,45 m³ de remblai d'accès aux ouvrages d'art et de drainage et 28.229

m³ de rechargement de chaussée (épaisseur 20 cm), à réaliser en 14 mois. A Dankpen, sur les PC37 tronçon Gbangbale-Nawakou-Tcherikpeni (6,70 km) et PC41 tronçon fleuve Oti-Kpetab-Kissabouni-Satchalé-Kidjaboun Centre (22,60 km), 13 dalots cadres, 2.700 ml de murets latéraux, 19.246,12 m³ de remblai pour corps de chaussée, 14.156,50 m³ de remblai d'accès aux ouvrages d'art et de drainage et 25.132,80 m³ de rechargement de chaussée (épaisseur 20 cm pour PC37 et épaisseur 15 cm pour PC41). Ces travaux seront exécutés en 14 mois. Toujours dans le Dankpen, sur le PC36 tronçon Guérin Kouka-Kounassiou-Nampodjado (long de 22,90 km), le ministère des Infrastructures et des transports prévoit 7 dalots cadres, 660 ml de murets latéraux, 18.698,08 m³ de remblai pour corps de chaussée, 7.425 m³ de remblai d'accès aux ouvrages d'art et de drainage et 18.053,74 m³ de rechargement de chaussée (épaisseur 15 cm). Et ce, dans un délai de 12 mois.

Au total, les travaux concernent 47 dalots cadres, 4.400 ml de murets latéraux, 92.353,15 m³ de rechargement de chaussée et 53.348,77 m³ de remblai pour corps de chaussée avec matériaux sélectionnés, 44.836,95 m³ de remblai d'accès aux ouvrages d'art ou de drainage.

En rappel, au Togo, la distribution du réseau routier national est marquée par le déséquilibre d'une région à une autre. Conscient du rôle de la communauté rurale dans l'économie du pays, le gouvernement a entrepris des travaux pour combler le gap et favoriser le désenclavement d'autres localités. C'est le bien-fondé des pistes rurales dont la réhabilitation et la construction permettent de désenclaver plusieurs agglomérations du pays, conférer au réseau des pistes rurales un niveau de service minimum et une praticabilité en toute saison, réduire la pauvreté par la facilitation des échanges des produits locaux entre les différentes localités, marchés nationaux et régionaux, acheminer les moyens de production pour l'agriculture et rendre accessibles aux populations plusieurs services et équipements socio-économiques comme la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau. Les pistes rurales permettent aussi la mobilité des hommes, des biens et des services, favorisent le tourisme, participent au développement de l'artisanat et de la petite industrie, facilitent l'implantation d'activités modernes telles que les services de l'informatique et de la télécommunication, des banques et assurances, etc.

Dans un premier temps, le gouvernement a fait le choix de réaliser l'initiative dénommée «50 km de pistes rurales par préfecture», de 2009

à 2010. Ce projet ambitieux a été concrétisé par des techniciens, des entreprises de BTP, des bureaux d'études et des laboratoires nationaux. L'évaluation de cette initiative a permis d'identifier des points critiques telles que la faible capitalisation et expertise des entreprises na-

tionales, les lourdeurs administratives, les difficultés de coordination et de suivi, etc. Pour continuer, des actions énergiques avaient été initiées comme la mise en place d'un ministère délégué chargé de mettre en cohérence les investissements dans le domaine des infrastructures

rurales. Cette mise en cohérence, combinée aux réformes dans le domaine des marchés publics, a permis de pallier les insuffisances institutionnelles relevées et, en conséquence, de formuler le projet suivant de 30 km de pistes par préfecture.

Ayant porté 819 enfants, avec le soutien de deux communautés SOS Villages d'Enfants en évaluation à Atakpamé sur l'horizon 2020

Active depuis 1979, SOS Villages d'Enfants Togo a pour cible les enfants qui ont perdu leurs parents et ceux dont les parents, pour diverses raisons, ne peuvent pas s'occuper. Dans les communautés, elle intervient également auprès des enfants vivant dans leurs familles biologiques mais rendus vulnérables par diverses situations. A Atakpamé, les interventions du Renforcement de la famille ont effectivement démarré depuis janvier 2018 pour une durée de trois (3) ans dans les cantons de Gnagna et de Djama, avec l'accompagnement des communautés d'Afeyé Kpotat et de Kamina pour une meilleure prise en charge de 819 enfants dans 222 familles défavorisées, identifiées suivant les critères d'éligibilité définis par les membres des communautés eux-mêmes. Vu que les objectifs visés par le projet devront être atteints l'année pro-



chaine (2018-2020), l'organisation estime opportun et nécessaire de faire une évaluation à mi-parcours des actions engagées, en vue d'apprécier les résultats enregistrés durant cette période dans les deux communautés couvertes.

L'organisation offre l'accès aux services essentiels pour le développement harmonieux des enfants/jeunes, le renforcement des capacités des parents/tuteurs et le renforcement des systèmes de soutien pour les enfants vulnérables et leurs familles au sein

de la communauté. Elle est présente dans quatre (4) programmes situés à Lomé, Atakpamé, Kara et Dapaong.

SOS Villages d'Enfants est une organisation sociale non gouvernementale d'aide au développement présent dans 135 pays. Elle soutient les familles et aide les enfants à grandir dans un foyer chaleureux. Sa mission consiste à donner une famille aux enfants en difficulté, à les aider à bâtir leur propre avenir et à contribuer au développement des communautés locales.

GAGNE JUSQU'À 10 000 000 FCFA AU TIRAGE!

LA TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2019

ÇA SE PASSE AU TOGO!

***Achète à 200 FCFA tes tickets de la TCE 2019, gratte et gagne des tickets gratuits ou des lots en espèces allant de 200 FCFA à 500.000 FCFA !**

***Garde tes tickets non gagnants pour le tirage des lots intermédiaires pour remporter jusqu'à 100.000 FCFA !**

***Découvre trois fois « », et gagne un séjour dans un hôtel de luxe de la place et ta participation au grand tirage régional!**

2470, Avenue de la chance Tél: (00228) 22 53 57 00 / 22 35 57 02 Fax : (00228) 22 51 35 08
BP : 895 Lomé – TOGO E-mail : lonato@lonato.tg / site web. www.lonato.tg

Études supérieures

Le nouveau bachelier se cherche

Le bac, premier diplôme universitaire, est ce parchemin aussi célèbre que stressant, qui sert de visa pour la poursuite de ses études supérieures. Entre les études universitaires et la formation professionnelle, l'instant de l'ultime choix est souvent influencé par le rêve d'exercer un métier, une publicité d'une des nombreux instituts de formation, la suggestion ou le souhait des parents, ou encore la réalité des notes.

Etonam Sossou

Beaucoup de nouveaux bacheliers se posent mille et une questions au moment de choisir l'établissement dans lequel poursuivre leurs études supérieures. Le souci de trouver l'enseignement de qualité, le diplôme reconnu par le Cames, le secteur à fort potentialités

de débouchés sur le marché de l'emploi... Et dans ce lot questions, il y en a une qui revient tout le temps : Est-ce que l'école est reconnue par le Cames ? Ou plutôt, est-ce que tel diplôme est reconnu par le Cames ?

C'est quoi le Cames (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) ?

Le Cames, est une structure inter-étatique qui réunit 19 pays d'Afrique francophone. Il est chargé entre autres de la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur. Les pays membres du Cames sont : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.

Il est important de préciser que le Cames reconnaît plutôt le contenu et non le contenant, c'est-à-dire les filières de formation sanctionnées par un diplôme et non les écoles elles-mêmes. S'il est évident que l'immense majorité des demandes de reconnaissance de diplôme soumise au Cames vient d'écoles privées, il y a lieu de préciser que bon nombre de leurs diplômes ne sont pas souvent reconnus. D'où la nécessité, pour les étudiants, de vérifier auprès du Cames, car certaines écoles dissimulent ces informations.

Concernant les diplômes universitaires, les pays du Cames ont adopté depuis 2007 le système LMD, licence-master-doctorat. Sur la base de ce principe, les universités se conforment pour faire valoir leurs diplômes.

Qualité de l'enseignement: faire attention

La floraison d'écoles de formations privées du supérieur constatée ces dernières années dévoile parfois d'importants manquements dans le contenu de leurs cours et l'organisation administrative, la compétence et les absences répétées des chargés de cours.... Le souci premier est apparemment la recherche du gain et non l'offre d'un enseignement de qualité, selon bon nombre de témoignages de récipiendaires de ces établissements. Le fait que les deux universités publiques du Togo n'arrivent plus à accueillir tous les bacheliers, a encouragé les hommes d'affaires à investir dans la formation supérieure, très rentable. Parmi les promoteurs, se retrouvent aussi des « vendeurs d'illusions ». L'on assiste dès le mois de juillet de chaque année à des propagandes mensongères qui vantent des programmes qu'on ne verra jamais. L'on présente à la base 12 mois de cours dont 3 mois de stage en entreprises répartis sur deux semestres. Sauf que, sur les 9 mois de cours intensifs, plusieurs modules n'ayant aucun rapport avec la formation sollicitée sont programmés.

Aussi, les stages ne sont qu'un moyen de mieux attirer les parents et les étudiants. En réalité, l'étudiant



lui-même doit à la fin de l'année académique, aller d'entreprises en entreprises solliciter un stage. Les enseignants se plaignent également d'arriérés de salaires alors que les étudiants s'acquittent régulièrement de leurs frais de scolarité. S'en suivent des grèves des enseignants qui ont des conséquences sur le suivi des étudiants.

Une situation qui engendre également des grèves d'étudiants.

Les bibliothèques sont inexistantes dans ces établissements aux scolarités onéreuses. Des micros ordinateurs de seconde main qui sont installés ne correspondent pas aux besoins des logiciels modernes et les activités parascolaires sont inexistantes.

Ainsi, au lieu de brandir la reconnaissance du Cames pour attirer les étudiants, la plupart des établissements se contente d'un agrément de l'État. Réfléchissez donc bien avant de choisir et ne vous fiez pas forcément aux slogans racoleurs de certains.

AVIS DE DÉCÈS

Les Préfets de la Kozah et de la Binah,
Les chefs des cantons de Lama, Lassa et Kéao,
Les familles ALOUDA, AMOUZOU, TCHAMIYE, AWESSO, PAKA, LAOKPESSI, GNAKOU, N'GASSIBOU, MOZINO de Lama Sahoudè,
Les familles AMOUZOU, AVEINO, WELEKITI, ASSIMTI et BADEBANA de Lassa haut.

Les familles ALIDOU et TAHR de Péssaré, ATCHOLI de Tchare et SANSANG de Soumdina. Les familles SIMZA, BAKA et TELOU de Pya Djamdè,

Les familles ALOU, TACHOKE, TOYOU, AWIDJOLO, ANDJAO, BOUBOULQUA, AMEWUNU, KOUROUM, ESSE,

M. Assimesso Kofi ALOUDA, Ingénieur en informatique, fondateur de Société d'Informatique et du Numérique à Paris,

M. Flavien AMOUZOU, Gérant d'Établissement à Kéao,

M. Constantin AMOUZOU, PDG du groupe CECO

M. Aklesso ATCHOLI, Secrétaire Exécutif du parti UNIR

Le Général Pitalounani LAOKPESSI, officier supérieur des FAT à la retraite.

Leurs frères, sœurs, cousins, cousines, enfants et petits enfants,
Vous remerciant pour les diverses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoigné lors du décès de leur très chère et regrettée mère, sœur, tante, nièce et cousine,



Veuve Cécile Adjoua AMOUZOU, dite "Femme Pressée".
Décès survenu le samedi 30 mars 2019 dans sa 82ème année.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention aux cérémonies d'obsèque dont voici le programme.

PROGRAMME

Jeudi 25 juillet 2019

De 19h à 21h: Veillée de prières et de chants œcuméniques au domicile de la défunte à Kéao, quartier ancien CMS, Maison AMOUZOU.

Vendredi 26 juillet 2019

9h: Messe de requiem à l'Eglise Grande Croix Glorieuse de Kéao.

De 19h à 21h: Veillée de prières et de chants au domicile Alouda à Lama Sahoudè

Samedi 27 juillet 2019

6h: Exposition du corps aux domiciles de la défunte

9h 30: Culte d'enterrement au Lycée des Montagnes suivi de l'inhumation au cimetière familial à Lassa haut.

Dimanche 28 juillet

Culte d'action de grâce en l'Eglise Evangélique Presbytérienne de Lassa haut. Les salutations d'usage seront reçues sur les parvis de l'Eglise.

Maison mortuaire, MAISON Amouzou à Lassa haut. Quartier Gnakoudè

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°549 DE LOTO KADOO DU 28 Juin 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 550^e tirage de **LOTO KADOO**.

Le vendredi précédent, c'est à **LOME** et à **KPALIME**, que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à **1.000.000F CFA** qui ont été enregistrés.

Dans la capitale, nous avons recensé un lot de **1.000.000F CFA**, gagné auprès de l'opérateur **50241**.

A **KPALIME**, c'est un gros lot de **3.000.000F CFA** qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance sur le point de vente **40041**.

La remise des lots se fera à **LOME** au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

La Tranche Commune Entente 2019, ça se passe au Togo !

Grattez vos tickets de la **TCE 2019** et si vous découvrez trois fois le symbole « avion », vous remportez immédiatement un séjour d'une semaine, dans un hôtel de luxe de la place et votre participation au grand tirage régional du 26 juillet 2019, où vous pouvez gagner jusqu'à **10.000.000F CFA**!

Grattez, si vous trouvez trois fois un montant, vous empochez une fois ce montant! Vous pouvez gagner de **200F CFA** à **500.000F CFA**

Conservez vos tickets non gagnants au grattage, car ils participent au tirage des lots intermédiaires permettant de gagner jusqu'à **100.000F CFA**

La Tranche Commune Entente 2019, c'est chez nous !

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE !

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°552 de LOTO KADOO du 19 Juillet 2019

Numéro de base

38 28 46 78 61

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°106 DE LOTO Sam du 06 Juillet 2019

Le tirage N°107 du LOTO Sam a eu lieu samedi 13 Juillet 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, c'est à **LOME** que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de **1.000.000F CFA**, qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ainsi, à **LOME**, nous avons recensé un gagnant d'un lot de **1.000.000F CFA**. Le parieur a tenté sa chance auprès de l'opérateur **60343**.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°108 de LOTO SAM du 20 juillet 2019

Numéro de base

39 65 76 02 43

Le Très Haut Débit
continue son parcours !



est désormais présente à

VOGAN
&
HAHOTÔÉ

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

